

A couteaux tirés n.4

Une lutte contre la machine à expulser

Paris
(2006-2011)

MUTINES  SÉDITIONS



Mutines Séditions
c/o Bibliothèque Libertad
19, rue Burnouf
75 019 Paris
<http://mutineseditions.free.fr>
mutineseditions@riseup.net

© NO COPYRIGHT
Ni droit ni devoir

juillet 2017

Retour vers le futur...

UN CERTAIN ÉTÉ 1996

Selon une légende urbaine parisienne bien établie, il paraît que l'été n'est pas propice aux luttes, oubliant un peu vite que nombre de pauvres continuent à tourner en rond dans les cages de béton métropolitaines et que la guerre sociale ne connaît pas de trêve. S'il fallait encore une illustration de la vacuité de ce mythe, on pourrait par exemple retourner aux mois de juillet et août de l'année 1996, qui allait marquer un tournant dans la résurgence des luttes autour de l'immigration.

Cette année-là, des centaines de « *clandestins* » –selon le vocabulaire de l'époque– sortent au grand jour le 18 mars pour occuper l'église Saint-Ambroise afin de réclamer leur régularisation. Après plusieurs occupations/expulsions successives, et non sans risques, ce collectif de sans-papiers finira par occuper l'église Saint-Bernard dans le 18^e arrondissement, pendant les deux mois de juillet et août. Débute alors un terrible compte-à-rebours lié à la grève de la faim de 10 d'entre eux, ponctué de tractations en coulisses menées par un « collègue des médiateurs » constitué en avril, qui négocie des critères de régularisation avec un pouvoir intransigeant. L'occupation de cette église s'achève au petit matin du 23 août lorsque l'Etat envoie 1500 policiers et gendarmes mobiles pour les déloger à la hache et les expédier au centre de rétention de Vincennes. Le soir même, une manifestation pleine de colère défile entre République et Nation, forte de 15 000 personnes. A la fin, plutôt que d'en rester là comme de coutume après avoir gueulé « *non, non, non* » en chœur et vilipendé la droite aux affaires, et malgré l'opposition des états-majors citoyens comme d'extrême-gauche, 5000 enragé.e.s décident de partir en sauvage jusqu'au centre, aux cris de « *Libérons les sans-papiers* ». Ces quelques milliers de personnes, marchant des heures en pleine nuit, souvent à la seule lueur de la lune pour

traverser le bois de Vincennes, finirent par arriver devant le camp honni, surprotégé par les forces de l'ordre. Si l'attaque de masse échoua, ce ne fut pas par manque de détermination, mais de préparation, en un réflexe généreux et immédiat qu'on ne revit plus depuis, celui d'aller directement tenter de libérer des hommes et des femmes avec lesquels on avait lutté, et que l'Etat venait d'enfermer à double tour pour les expulser à des milliers de kilomètres. Ces affrontements durèrent une bonne partie de la nuit, s'étendant jusque dans les petites communes alentours (Charenton, Saint-Maurice), où la rage et le sentiment d'impuissance laissèrent beaucoup de verre brisé derrière eux. Pour la première fois depuis le début de cette lutte des sans-papiers, des pratiques émeutières entrevues lors du mouvement contre le CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle) en 1994 puis lors des grèves de 1995 contre le « plan Juppé », revenaient à l'ordre du jour sur des bases autonomes. L'Etat se vengea comme il put les jours suivants. Le 25 août, la perturbation des très officielles cérémonies de commémoration de la *Libération de Paris* place de l'Hôtel de Ville, aux cris de « *Jean Moulin était un clandestin, Manouchian un immigrant* », puis la tentative de bloquer un fourgon cellulaire rempli de sans-papiers devant le tribunal administratif, se solda par de nombreux blessés et arrestations (suivies de procès). Le 28 août, lors d'une nouvelle manifestation, des affrontements éclatèrent aux abords de l'église Saint-Bernard. Malgré le canon à eau et les tirs tendus de grenades lacrymogènes, elle se poursuivit en sauvagement de la place Stalingrad jusqu'à Belleville, où les flics bouclèrent le quartier et tabassèrent manifestants, clochards et habitants du coin. La Brigade anticriminalité (BAC) s'occupa personnellement de deux cafés bien connus des autonomes, où une trentaine de personnes furent salement matraqués.

Marqué d'un côté par sa fermeture pour se limiter à la régularisation des 300 personnes initiales et d'un autre par un refus des rackets *traditionnels* du PS (comme celui de SOS-Racisme), le collectif de Saint-Bernard allait pourtant entraîner d'autres collectifs de sans-papiers dans son sillage (le 3e restant ouvert sans critère de nationalité ou de situation), et une multiplication d'initiatives pour appuyer cette lutte vers une régularisation de tous les sans-papiers. Une régularisation générale bloquée depuis celle de 1981-82, que la « *gauche plurielle* » revenue au pouvoir (avec le PC et les Verts, donc) n'accorda que très partiellement en 1997-98 : 80 000 régularisations sur 143 000 dos-

siers déposés (fichage inclus), selon des critères très partiaux (87 % des Chinois ont obtenu des papiers contre 37 % des Turcs ; les trois quarts des régularisations accordées l'ont été sur la base des attaches familiales et les autres de l'esclavage salarial, excluant de fait nombre de célibataires ou de non-travailleurs réguliers), et pour de courtes autorisations de séjour (exit la carte de 10 ans). Sous la pression des luttes, le gouvernement Jospin accordera encore 64 000 régularisations entre 1999 et 2002, mais sur des critères toujours plus restrictifs et au cas-par-cas.

COMPARAISON N'EST PAS RAISON

À Paris, parmi les initiatives qui vont se succéder au cours de ces Années-là, on peut citer les collectifs *Des papiers pour tous* (1996-97), *Boycottez Harcelez Air France* (BHAF, 1997) ou encore le CAE des débuts (*Collectif Anti-Expulsions*, 1998-2005). Pourtant, à moins de vouloir se payer de mots, il est tout bonnement impossible de mettre sur le même plan les activités de ces collectifs avec celles contre la machine à expulser qui nous occupent dans le présent ouvrage, tant en terme d'agir, d'auto-organisation que d'objectifs.

Comment comparer en effet un *collectif* de lutte formel avec un *espace* informel sans représentation, basé sur les individus et l'affinité ? Comment comparer une *campagne ciblée* de boycott et de harcèlement contre *une* compagnie avec une *proposition diffuse* d'attaque contre *l'ensemble* des mécanismes d'un rapport social ? Ou encore, comment comparer une *agitation mouvementiste* liée à un sujet politique et ses revendications partielles, avec une *proposition autonome* sans protagonistes particuliers ni médiations qui développe ses propres temporalités, méthodes et perspectives ? A moins d'emprunter le langage de la politique si cher aux autoritaires, qui permet de tout enserrer dans une même continuité d'activisme et de militantisme, il existe bel et bien une dimension qualitative qui sépare les luttes précédentes de celle contre la machine à expulser qui leur succédera : un rapport individuel à la vie même pour laquelle on se met en jeu, tant il est vrai que les moyens dont on se dote aujourd'hui préfigurent déjà le monde pour lequel on se bat.

Acrobates de la rhétorique et de la fin qui justifie tout mis à part, comment concevoir par exemple une vie basée sur l'auto-organisation entre

individus, où la liberté des uns étend celle des autres à l'infini, si on s'enferme dès à présent dans des structures collectives et formelles de lutte qui limitent forcément les marges, les initiatives et la créativité offensive de chacun.e, tout en offrant une prise supplémentaire à la répression ? Comment parvenir à un moment de rupture violente avec l'existant qui soit libérateur, c'est-à-dire anti-autoritaire, sans cultiver et propager dès à présent une hostilité irréductible contre toutes les médiations institutionnelles (partis, syndicats, médias, autorités religieuses) ? Et comment même parvenir à un tel moment de rupture sans tomber dans l'attentisme ou la politique des petits pas, si on n'explore pas ici et maintenant toutes les possibilités offertes par l'attaque destructrice, en les proposant à d'autres au sein de luttes ouvertes, afin de les multiplier sans centre ni hiérarchie et de partager le goût si particulier pour ces moments de liberté en actes (les seuls où on peut provisoirement échapper à la reproduction sociale) ? Comment empêcher de nouveaux pouvoirs d'émerger des ruines, si on n'expérimente pas l'autonomie d'action et la coordination de petits groupes, bien plus à même d'agir contre eux, surtout de façon minoritaire, que tout contre-pouvoir destituant créé à la base ou toute organisation révolutionnaire parvenue à ses fins ? Bien entendu, toutes ces questions relèvent d'un présupposé : que l'on soit pour la destruction de l'existant, c'est-à-dire de l'exploitation et de la domination, et que nos interventions dans des luttes soient plus liées à une volonté de vivre pratiquement nos rêves d'une liberté démesurée pour tous, qu'un pis-aller pour meubler nos vaines existences. Que le point de départ individuel soit une injustice, une indignation, une rencontre, une révolte, une répression, une prise de conscience, un pas de travers, une rage ou une folie importe peu ici. Par contre, réfléchir à comment lutter et pour aller vers où, sans tout niveler au nom du pragmatisme, de la pseudo « diversité des tactiques » ou de la « composition », parce qu'en vrai tout est compatible, non ? (et bien non !), mérite certainement un petit effort. Si on souhaite mettre en adéquation nos idées avec nos actes, en un jeu continu de vases communicants, revenir sur cette expérience de lutte contre la machine à expulser, avec ses possibilités comme ses limites, a peut-être quelque chose à nous transmettre.

L'intérêt d'y revenir ici n'est pas d'opposer artificiellement différentes approches passées de la lutte (celles de 1996-2005 et celles de 2006-2011), tout bonnement parce que leurs projets n'étaient en rien iden-

tiques, mais plutôt de souligner ce qui peut à notre avis toujours faire sens pour *aujourd'hui*, c'est-à-dire une méthode pour affronter l'existant dans une perspective anarchiste.

UNE AUTRE MANIÈRE D'ENVISAGER LA LUTTE

Si le rapport linéaire au temps est un piège, c'est non seulement parce qu'il aplanit tout ce qui relève de discontinuités et de ruptures, mais aussi parce que certaines propositions minoritaires tracent leur sillon bien avant que leurs possibilités pratiques ne se réalisent pleinement avec toutes leurs conséquences.

Ainsi, à côté de la création de collectifs formels qui entendaient réunir de grands nombres contre des objectifs limités, guidés par des notions d'efficacité et de visibilité, courait déjà une autre proposition : celle de s'en prendre à la machine à expulser dans son ensemble, sur la base de groupes affinitaires, à travers l'action directe et l'intervention dans les luttes sur notre propre contenu et temporalités. Ce changement de perspective était important, puisque le point de référence n'était alors plus un collectif qu'il s'agirait de rejoindre, mais devenait la lutte elle-même ; la recherche n'était plus celle de solidarités dans l'oppression à partir de conditions matérielles ou de catégories sociales, mais de complexités dans la révolte au-delà de ces dernières ; l'objectif n'était plus la satisfaction de revendications, même radicales («liberté de», «fermeture de», «abrogation de», «régularisation de»), mais bien la transformation des rapports sociaux, c'est-à-dire l'insurrection même, à travers un parcours passant nécessairement par une rupture avec l'existant («liberté pour tous», «destruction de», «sabotage de»). Ce petit fil existait de façon théorique à travers des textes venus d'Italie comme *Les Indésirables* (2000), *Aux Errants* (2003), ceux de la lutte à Lecce contre un centre de rétention (2004-2006), tous régulièrement traduits en français, et s'incarnait également dans des attaques de centres de rétention ayant permis à des reclus de s'évader (Belgique, Australie), ou des sabotages de la machine à expulser et à enfermer (Allemagne, Belgique).

S'il ne fallait citer qu'un extrait de ce riche matériel qui faisait déjà exister une *autre* manière d'envisager cette lutte sans composer avec les boutiques autoritaires, réformistes ou humanitaires, prenons le premier que nous venons de mentionner : « *Au piétisme sot, aux apéritifs chrétiens à base de larmes, à ceux qui voudraient voir les immigrés hors des*

«Lager» tant qu'ils sont tranquilles et en prison seulement lorsqu'ils sont coupables, à ceux qui voudraient un monde plus ou moins comme celui-là mais un peu plus « humain », à ceux qui rêvent d'un capital moins sanglant ou à ceux qui exploitent ces épisodes pour élargir leur propre chapelle « révolutionnaire » – en somme à ceux qui prêchent la solidarité dans l'oppression, nous préférons opposer la complicité dans la révolte. Aucune lutte ne peut être séparée des autres, parce que chaque réalisation de la domination est profondément liée aux autres. Il est certes important de fermer les centres de rétention, mais le demander aux Etats veut simplement dire les pousser à trouver des formes de contrôle et de répression plus efficaces et moins visibles. De plus, penser ces centres comme étant de simples structures physiques signifie cacher toutes ces artères qui en permettent l'existence : de la Croix-Rouge qui les cogère aux entreprises qui les construisent et aux fournisseurs des produits alimentaires, tous font partie des centres de rétention, et eux aussi sont des assassins. » Ce n'est d'ailleurs peut-être pas tout à fait un hasard si à la traduction en 2007 du pamphlet *A couteaux tirés avec l'existant, ses défenseurs et ses faux critiques* seront joints non seulement des réflexions sur la répression, mais également *Les Indésirables* et *Aux Errants*.

Pour qu'une proposition prenne son envol, la circulation d'idées et d'inspirations pratiques venues d'au-delà des frontières ne suffit pas toujours. Ce qui manquait alors était un petit ingrédient supplémentaire, celui irremplaçable de l'expérience individuelle au sein d'une conflictualité qui bouleverse l'imaginaire et vient réveiller des possibilités jusqu'alors seulement caressées. Nul doute que le grand incendie de novembre 2005, lors duquel nuit après nuit des centaines de petits groupes à travers tout le territoire s'en sont pris pendant trois semaines d'affilée sans revendication à des objectifs clairs et diffus à travers un langage commun (le feu), a su marquer durablement les esprits. Il était donc possible de s'organiser de manière affinitaire et d'enflammer l'existant (233 bâtiments publics et 74 bâtiments privés détruits dans plus de 300 municipalités, sans compter le reste). Au printemps 2006, le mouvement contre le CPE, formé d'une partie de celles et ceux qui avaient déjà participé aux révoltes dans les lycées l'année précédente (contre la loi Fillon), plus tous les nouveaux venus des universités, et une frange non négligeable d'incontrôlables (« *Travailleurs, sans papiers, taulards, étudiants, lycéens, chômeurs, précaires, [...] pianistes, squatters, chiens, chats* », comme le disait la banderole posée sur l'EHESS briè-

vement occupée et saccagée), constituera pour beaucoup le terreau de premières expériences de lutte destructrices vécues à la première personne.

A partir de là, le fil ténu de propositions anarchistes pour lutter contre la machine à expulser sans collectif formel, directement dans la rue et sans médiations rencontrera ses premiers complices. En absence de traces écrites et compte tenu de l'anonymat de nombreuses attaques (la communication virtuelle et la revendicationite aiguë n'étant pas encore de mode), il est difficile de cerner l'intensité des débuts de cette lutte. Ce qui est en tout cas certain, c'est que le premier angle touché – les rafles qui se multiplient alors dans les quartiers du nord-est parisien pour remplir les quotas d'expulsés du ministère et faire pression sur tous les sans-papiers – s'inscrit clairement dans cette perspective. Tout au long de 2006, des tracts et affiches circulent en proposant des objectifs situés à tous les coins de rue : « *Ce qui dégoûte le cœur, que la main s'y attaque. Les rafles et les expulsions ne peuvent fonctionner qu'avec des Bouygues qui construisent prisons et centres de rétention, des BNP qui balancent des sans-papiers venus ouvrir un compte, des Croix-Rouge qui cogèrent les camps de rétention, des hôtels Ibis ou Mercure qui s'engraissent en se transformant en « zone d'attente », des Air France qui déportent ou la RATP qui fait le tri pour la Préfecture.* » On peut déjà trouver quelques traces de premières attaques, comme cette BNP du 13^e arrondissement dont les vitres ont reçu des coups de masse et dont le distributeur de billets est défoncé en mars 2006, la veille d'un rassemblement citoyen devant cette agence où un sans-papier détenteur d'un faux passeport avait été dénoncé et livré à la police. Ou encore avec cette manifestation sauvage d'octobre 2006 à Montreuil qui fait un long tour de la ville après que l'agence BNP Paribas ait balancé un sans-papier venu retirer son argent (les employés l'ont retenu pour organiser un guet-apens afin de le livrer aux flics). De nombreux tags contre les expulsions, les rafles, les centres de rétention ou la BNP couvriront les murs de cette ville la semaine suivante. A côté de numéros d'urgence pour tenter d'intervenir en perturbant les rafles aux quatre coins de Paris, deux autres textes sont très largement diffusés sous forme de tract, affiche et autocollant à partir d'août 2007 : « *Rafles dans nos quartiers / Sabotons la machine à expulser* » puis « *Rafles dans les transports / Sabotons la machine à expulser* ».

C'est au sein de cette hétérogénéité d'individualités, de groupes affinitaires et de réseaux informels liés par cette perspective contre la machine à expulser, que la lutte va s'affiner petit à petit tout au long de l'année 2007. Comment ne pas faire que courir d'alertes rafles en rassemblements d'urgence devant les centres de rétention et développer ses propres temporalités (des grèves de la faim collectives éclatent dans les CRA du Palais de justice et de Vincennes en avril, mai et décembre 2006, la moitié du CRA de Vincennes est incendiée en janvier 2007, les protestations s'intensifient au Mesnil-Amelot et à Vincennes à partir de novembre) ? Comment devenir nous-mêmes protagonistes d'une lutte sans être dépendants d'un sujet politique (le « raflé », le « retenu ») ? Comment propager et approfondir la révolte et la conflictualité (notamment celle venue de l'intérieur des centres ou de résistances sporadiques aux rafles) dans la rue, sur nos propres bases, en en faisant une proposition d'attaque pour tous ? C'est paradoxalement l'arrestation en janvier 2008 de trois camarades qui se rendaient à une manifestation devant le centre de Vincennes avec des clous tordus (« *que l'on laisse sur la route pour crever les pneus – des voitures de police et des camions cellulaires de préférence* ») et un fumigène artisanal à base de chlore, puis celle de trois autres camarades par la suite, incarcérations qui déboucheront sur l'ouverture d'une instruction anti-terroriste, qui va donner un coup d'accélérateur pratique à ces discussions en cours, et rendre cette lutte définitivement plus contondante.

En février 2008, un tract distribué lors d'une énième manifestation devant le centre de rétention de Vincennes articule la proposition de la manière suivante : « *Des liens ont été faits avec les mutins, des feux d'artifice tirés, et des rassemblements en solidarité ont lieu devant divers centres de rétention, notamment celui de Vincennes. Mais la machine à enfermer et expulser fonctionne aussi grâce à de multiples rouages, dans lesquels il est possible de mettre son grain de sable : contre les collabos qui balancent les sans-papiers au quotidien – dans les administrations, les transports, les banques –, les constructeurs et fournisseurs de taules en tous genres et ceux qui les cogèrent, les compagnies qui pratiquent les expulsions, les hôtels ou les aéroports qui servent de zones d'attente.* » En avril, une autre manifestation voit se former un cortège autonome derrière la banderole « *Destruction des centres de rétention* », et se termine après un salut devant celui de Vincennes par un petit saccage en règle de Joinville-le-Pont, située à côté, où le commissariat et la gare RER finissent jonchés de débris de verre. La veille, un sans-papier sous le coup d'un arrêté de

reconduite à la frontière s'était noyé dans cette commune en tentant d'échapper aux flics. En avril et mai, les concerts de solidarité sont annoncés « *contre la machine à expulser* », tandis que les attaques se multiplient jusqu'en juin. Elles vont de saccages diurnes (un hôtel Ibis, l'Agence publique pour l'immobilier du ministère de la Justice) à des destructions nocturnes, parfois incendiaires (BNP, Air France, Bouygues, ANAEM, Eiffage, voiture diplomatique ou de la mairie de Paris, Croix-Rouge, CGT), à Paris mais aussi à Lille, Grenoble ou Lyon. D'autres se produiront de Moscou jusqu'à Montevideo, et de Bruxelles jusqu'à Hambourg. La perspective qui se dégage le plus souvent des courts textes qui rendent ces actes publics comme de l'appel en juin à une *Semaine de solidarité sans frontières*, est de dépasser la seule question de la stricte solidarité pour s'attaquer à celle de l'enfermement, et de ne pas poser les révoltes dans les centres de rétention comme point de référence central mais de replacer cette structure à sa juste place comme un des nombreux rouages de la machine à expulser et à enfermer. « *Liberté pour tous les prisonniers, avec ou sans papiers ! Liberté pour toutes et tous !* [« *avec ou sans chlorate !* » est-il parfois rajouté ironiquement] » deviennent ainsi les slogans les plus répandus. Le 15 juin 2008 pour conclure cette semaine spécifique, un rassemblement se tient dans le 18^e arrondissement (au métro La Chapelle), celui-là même où une partie importante des interventions contre les rafles avait commencé deux ans plus tôt. La banderole accrochée ce jour-là entre un arbre et un feu rouge proposera une fois de plus « *Sabotons la machine à expulser* », sachant que les mois précédents avaient fourni nombre d'illustrations de ses mille et unes possibilités en acte.

Une semaine plus tard, le 22 juin 2008, le plus grand centre de rétention du pays, celui de Vincennes, est entièrement ravagé par une révolte incendiaire des retenus après des mois de lutte à l'intérieur. Plusieurs d'entre eux sont incarcérés en préventive le temps de l'instruction, qui débouchera sur un procès couru d'avance qui se tiendra en janvier 2010, et où ils prendront des années de prison.

Dès lors, la tension au sein d'une lutte où se croisaient moments devant les centres de rétention (qui ont rassemblé très régulièrement plusieurs centaines de manifestants), attaques contre d'autres rouages et agitation dans les quartiers, va prendre un tournant. Après la réouverture partielle de celui de Vincennes en novembre – marquée par une manifestation sauvage sur l'autoroute A4 –, insérer la solidarité avec les

inculpés de l'incendie à l'intérieur de la projectualité autonome qui était en cours depuis deux ans fut un choix important pour une partie des compagnons. La question était d'autant plus cruciale que d'un côté le rapport victimaire avec les sans-papiers enfermés reprenait de la vigueur (les révoltes avaient intéressé encore plus de personnes d'horizons divers), et d'un autre parce que plusieurs centres de rétention comme ceux de Nantes, Mesnil-Amelot, Plaisir, Bordeaux et Toulouse connaissaient à leur tour des révoltes incendiaires partielles ou totales de juillet 2008 à janvier 2009. Continuer à étendre la révolte au-delà des murs en lui donnant de l'air, était plus nécessaire que jamais afin que l'élan potentiellement subversif entre attaques extérieures et vagues de destructions à l'intérieur ne s'arrête pas en plein vol. Il était en effet évident que circonscrire la révolte aux seuls murs barbelés plutôt que de faire des frontières et de l'enfermement un problème social, signifiait alors ouvrir un boulevard pour tous les pompiers qui s'employaient déjà à tenter de réformer ces camps.

En novembre 2008, l'affiche *Beau comme des centres de rétention qui flambent* proposait ainsi que la solidarité puisse devenir une des dimensions de la lutte sans s'y substituer : « ...la machine à expulser n'est pas abstraite mais s'incarne dans des hommes et des structures, chacun pourra trouver matière à exprimer sa solidarité [avec les sans papiers accusés de l'incendie de Vincennes] de la façon la plus adéquate. Des partis de gauche comme de droite aux compagnies aériennes qui déportent comme Air France, des constructeurs de camps comme Bouygues et Eiffage à leurs cogestionnaires comme la Croix-Rouge, des balances comme la BNP aux contrôleurs des sociétés de transport public, les rouages se trouvent à chaque coin de rue. » De son côté, tandis que se préparait pour janvier 2009 une grande manifestation non déposée à Barbès, dite *Les feux de la révolte*, pour relier la situation incendiaire grecque depuis l'assassinat d'Alexandros Grigoropoulos avec les camarades incarcérés de *Mauvaises Intentions* et les inculpés de Vincennes, un article publié en décembre dans la revue anarchiste internationale *A corps perdu* venait appuyer la nécessité de développer sa propre projectualité, basée sur les attaques diffuses : « Encore une fois, s'il n'existe pas de recettes, il importe aujourd'hui de sortir des impasses d'un activisme plus ou moins humaniste qui voudrait mettre en sourdine toute autonomie radicale au profit d'une agitation qui ne ferait que suivre les échéances du pouvoir ou les logiques des seuls acteurs supposés légitimes des luttes, alors que c'est la liberté de tous qui est par exemple en jeu avec les rafles. Tout comme il importe aussi de

proposer des perspectives qui, au-delà des objectifs partiels développés dans ces luttes intermédiaires, soient capables d'élargir la question en proposant un horizon qui remette enfin en question l'ensemble de ce monde et de ses horreurs, c'est-à-dire capables de poser à chaque fois la question de la domination et de l'exploitation. Les attaques diffuses seraient au cœur de cette projectualité, offrant non seulement l'avantage de dépasser l'impuissance ressentie face aux murs et aux barbelés des camps ou face à un dispositif policier qui sait s'adapter en matière de rafles et compter sur la passivité et la peur des passants, mais aussi et surtout l'intérêt de pouvoir à la fois développer notre propre temporalité, rendre vulnérables aux yeux de tous les dispositifs de la machine à expulser qui se trouvent à tous les coins de rue, et offrir des possibilités d'action réelles à tout un chacun, quel que soit le nombre. » Enfin, un quatre pages de mars 2009, *Aux insoumis de la pacification sociale*, repose l'exigence, d'un point de vue anarchiste, de bases communes en terme de réciprocité et d'offensive pour alimenter cette lutte : « *Dans cette guerre sociale sans trêve, ce n'est pas notre misère commune, mais la vigueur avec laquelle nous la combattons qui nous permettra d'abattre ce système. Si nous nous sentons en l'occurrence solidaires des sans-papiers révoltés, ce n'est pas pour déverser un racket politique de souteneurs et créer un énième sujet politique qui serait vertueux de par sa condition. Et ce n'est pas non plus pour assister une victime en péril, à la façon des charognards humanitaires. Nous ne sommes pas du côté des indésirables, nous en sommes. L'entr'aide et la lutte ne peuvent ainsi se construire entre nous qu'à partir de bases de réciprocité et d'offensive.* »

De janvier 2009 à l'été 2011, des attaques contre au minimum une centaine de rouages de la machine à expulser se produiront sans discontinuer, dans une variété qui s'élargira aussi à des locaux syndicaux ou aux voitures de vigiles de la mairie de Paris. Beaucoup ne retiendront que le côté spectaculaire de distributeurs de banque incendiés ou fondus à l'acide sulfurique, mais c'est bien tout un ensemble qui sera sur le grill (SNCF et la Croix-Rouge, l'ANAEM et l'OFII, des agences d'intérim et des constructeurs de taule, des cabinets d'architectes et des agences Carlson Wagon-Lit, des banques donc et des locaux de partis et syndicats, des Pôle Emploi et des sièges de journaux). Bref, c'est tout un matériel d'agitation et d'identification de l'ennemi issu de quelques études et expériences préalables, présent sur les murs de nombreuses villes, qui a été réapproprié dans plus d'une quinzaine d'entre elles.

Le dernier moment de cette lutte contre la machine à expulser, après son émergence en 2006-2007 comme perspective autonome puis son affirmation en 2008 en intégrant le rapport de solidarité (avec les camarades et compagnons de *Mauvaises Intentions* ou les incendiaires du CRA de Vincennes), a résolument été le plus offensif et le plus réprimé. C'est en effet à partir de fin 2009 et d'une nuit d'attaques coordonnées contre des distributeurs de billets qu'une partie des enquêtes préliminaires commencera à converger (et seulement une partie, 156 précisément) au sein d'instructions judiciaires qui porteront à trois vagues de perquisitions pour des délits mineurs (tags et collages) et pour une tentative d'incendie de distributeurs de billets, notamment *parce que* la section anti-terroriste de la brigade criminelle se cassait les dents pour briser l'anonymat des auteur.e.s de quasi tous ces actes, mais qu'elle devait bien justifier son sale travail et les énormes moyens déployés.

La fin de cette lutte sera marquée en 2011 par une série d'attaques malgré la pression liée aux incarcérations (jusque six en même temps, entre des personnes parties dans la nature depuis 2008 et rattrapées, d'autres qui avaient échappé aux perquisitions de 2010, et trois suite à des tags et une violation de contrôle judiciaire), montrant une fois de plus que la passion pour la liberté est plus forte que les murs des prisons. Cette lutte s'achèvera finalement quelques mois plus tard en se diluant dans une autre, plus inattendue, celle menée de mai à juillet avec des haragas tunisiens arrivés suite aux soulèvements du « printemps arabe ». En somme, une manière plutôt enthousiasmante de se terminer, sans toutefois n'avoir jamais réussi à fixer son propre terme, ce qui constitue une limite évidente de ce type de lutte qui peut continuer indéfiniment tant que la répression ou l'épuisement, faute de dépassement, n'y met pas brutalement fin.

Il est en tout cas certain que sa richesse en débats et en contradictions, en auto-organisation et en destructions, en méthode et en perspective, n'est de loin pas reductible à ce que certains de ses partisans les plus éclectiques ont put récemment qualifier de énième « *mouvement d'agitation* », qui plus est restreint à la « *solidarité avec les révoltes qui avaient lieu alors à l'intérieur [des centres de rétention]* ». Ni *mouvementisme* dépendant de la révolte d'autres que soi ni *activisme* de passage qui prendrait la satisfaction de son propre Moi comme un but détaché de tout contexte (c'est-à-dire sans perspective révolutionnaire ou insurrectionnelle), mais *lutte* ouverte construite dans la durée en déve-

loppant sa propre projectualité autonome au sein de la guerre sociale, cette expérience a peut-être encore des choses à nous dire aujourd'hui. En avril 2010, c'est-à-dire après la condamnation à des années de prison des dix sans-papiers accusés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, et entre les deux premières vagues de perquisitions, un article publié dans le bulletin *Etrangers de partout* tentait d'esquisser un bilan provisoire de cette lutte, insistant déjà sur sa dimension qualitative et offensive, c'est-à-dire sur ses possibilités de rompre la normalité et la pacification en mêlant joyeusement et sans séparation différents ingrédients directement dans la rue :

« Ce qui reste de ces mois d'agitation, la dynamique qui s'est créée au-delà de la question du procès, est bien entendu dans les rapports entre tous ceux qui ont apporté leur contribution. Mais il est aussi dans cette méthode qui s'est affinée petit à petit, brisant à la fois les spectres de l'impuissance (comment affronter le monstre qui nous fait face ?), de l'habitude (aller exclusivement près des lieux de pouvoir, dans les tribunaux ou sous les murs des prisons, plutôt que de prendre la rue, de jour comme de nuit), du militantisme (réduire le monde entre «eux» les méchants répresses et «nous» leurs victimes et individus solidaires, plutôt que d'affronter une dimension sociale aussi basée sur un mécanisme de participation et d'intégration) et du qualitatif (on ne peut rien faire sans être «beaucoup», alors que le nombre est une heureuse conséquence fruit de rencontres complices, mais pas forcément un début nécessaire pour commencer à lutter).

Une simple méthode, certes, mais qui porte déjà en elle comme un avant-goût du monde pour lequel nous nous battons, et peut surtout servir comme instrument plus général au service d'une perspective offensive qui s'en prendrait à tous les aspects de la domination. En se répondant les unes les autres, les différentes attaques ont montré un peu partout que l'ennemi n'est pas intouchable, qu'il a aussi des noms et des adresses. Que même si on se croit isolé dans son propre contexte, d'autres peuvent recueillir et élever la voix de la solidarité un peu plus loin. Enfin, en se multipliant, les activités qui ont parcouru ces mois d'agitation ont aussi montré à travers leur diversité que la force est avant tout sociale. Qu'avec la combinaison de tous les ingrédients sans centralisation ni formalisation, avec la plume comme avec le feu, avec la voix comme avec les pieds, s'élargissaient les possibilités d'interrompre le cours de la normalité et de la pacification. »

ET MAINTENANT ?

« Face aux horreurs que produit ce monde et les massacres qui font indissociablement partie de sa production, le choix de la lutte reste toujours ouvert. De même que celui de la forme à donner à cette lutte, des chemins à parcourir. Si l'action directe et l'auto-organisation devraient se trouver à la base de toute lutte, le reste prend corps et âme selon et suivant les volontés de chacune et de chacun, les analyses que l'on peut faire de la réalité sociale qui nous entoure, les méthodologies de lutte que l'on réussit à projeter sur le champ de bataille de la guerre sociale. »

Introduction à *Eclats de liberté* (Bruxelles), avril 2016

Rien ne sert de rassembler le matériel d'une lutte si l'objectif réel est de la commémorer en vue d'un procès ou de l'enterrer comme expérience passée pour tourner enfin la page de sa folle jeunesse anarchiste. A contrario, ce recueil n'a d'autre objectif que celui d'être pillé, comme un arsenal dans lequel on viendrait puiser afin de développer les combats du *présent*.

Les textes qu'il contient n'ont pas été écrits pour finir enfermés dans un livre, mais pour être diffusés dans la rue, afin non pas d'y nouer des alliances, mais pour y provoquer des complicités. Quant aux chronologies qu'il contient, elles ne sont que le reflet partiel de ce que ses auteur.e.s anonymes ou les porte-parole du pouvoir (c'est-à-dire les journaflics) ont bien voulu livrer publiquement. Il s'agit donc ici de traces, celles de parcours vivants et bien plus riches d'individus en révolte contre les prisons, les frontières et leur monde de guerres, d'enfermements, d'exploitation et de répression des indésirables. Les différents tracts, affiches, lettres et récits, tout comme les attaques, mutineries, manifestations et révoltes de ces années-là, sont publiés sans volonté d'exhaustivité, tant on ne peut réduire la vie et ses combats à quelques pages. Dans son exubérance même, la révolte anti-autoritaire est de toute façon ce qui échappe à toute logique stratégique ou fonctionnelle, c'est un élan qui repousse toujours plus loin les limites –individuelles ou légales– vers une liberté sans maîtres ni esclaves. C'est la possibilité palpable de lutter et d'attaquer ici et maintenant sans compromis, de toucher une dimension qui aille *au-delà* de notre survie et de sa reproduction sociale dans cette grande prison à ciel ouvert. Pour nous qui avons grandi en cages –de la famille, de l'école, de la marchandise, du patriarcat, de la religion, de la patrie, du travail, de la technologie–, comment expérimenter des bribes de liberté, sinon en brisant la normalité de l'ordre et de sa pacification, sinon en tentant de provoquer des ruptures violentes avec la domination, y compris à partir d'un angle d'attaque particulier comme

celui de la machine à expulser ? C'est tout le sens des luttes que nous pouvons entreprendre de nous-mêmes, afin de contribuer à identifier l'ennemi et ses mécanismes, de diffuser une méthode sans médiations qui parte des individus pour aller vers l'inconnu de l'insurrection.

A titre d'exemple, si la proposition d'agir en petits groupes auto-organisés et mobiles diffusant *idées et actions* au sein d'une lutte, de jour comme de nuit, peut prendre forme, ce n'est pas seulement parce qu'il s'agit d'un rapport qui peut être immédiatement offensif et réappropriable et qui est en même temps plus adapté à la militarisation et au contrôle du territoire. C'est également parce que cette proposition anarchiste correspond au monde pour lequel on se bat : la multiplication d'associations affinitaires entre individus au sein d'un espace hétérogène. Une conception de la lutte qui ne tombe pas du ciel, mais part d'une analyse de la conflictualité sociale actuelle, comme le reprécisa en 2012 un article-bilan de la lutte avec des harragas à Paris : « *Il nous semble qu'aussi bien de part le degré supplémentaire d'intégration du capital (par la globalisation comme par la technologie) qu'à cause des nouvelles restructurations en cours de ce côté-ci du globe (démantèlement de l'Etat social, diminution de la quantité de travail disponible, passage à une gestion plus autoritaire des rapports sociaux), une hypothèse actuelle serait plutôt celle de barils de poudre qui s'enflamment régulièrement. Dans ce cadre, la question n'est alors plus de « s'élargir » ou de prendre des forces, mais comment contribuer à notre mesure à allumer cette poudre de l'insatisfaction sociale, quelles contributions spécifiques nous pouvons apporter pour enrichir ce mélange explosif. Au sein d'une lutte partielle, l'objectif de l'intervention serait alors davantage de l'approfondir en faisant des liens pour qu'elle puisse alimenter la conflictualité existante, plutôt que d'accroître ses aspects particuliers en la séparant du reste de la question sociale (en mettant en avant la beauté d'un bocage ou la sagesse d'une vallée, l'horreur de l'enfermement des enfants, la brutalité de la police dans des quartiers). Approfondir signifie ici également rompre avec tout ce qui dialogue avec la gôche ou les institutions, et lutter avec cette partie de la population qui se fait moins d'illusions sur les énièmes replâtrages de la domination, parce qu'elle les subit sur sa propre peau.* »

En dix ans, beaucoup de choses ont certainement changé, à commencer par les restructurations économiques et technologiques qui ont encore renforcé notre dépossession, et l'accroissement de la surveillance et du contrôle policier et militaire. Peut-on par exemple encore imaginer une riche capitale européenne comme Paris dépourvue de ses milliers de

caméras dernier cri reliées par fibre optique (le premier plan «1000 caméras» est devenu actif en 2011), ou sans ses patrouilles kaki de l'opération *Sentinelle*, sans les flics des *Brigades spécialisées de terrain* (BST, inaugurées en 2010) et autres unités venues renforcer la BAC ? Peut-on encore imaginer des saccages diurnes sans qu'une armée de badauds de tous âges et de toute classe ne s'empresse de sortir sa laisse électronique pour filmer et immortaliser les intrus masqués sur les réseaux sociaux ? Peut-on imaginer encore une communication directe, en face-à-face, entre de petites poignées d'individus qui portent très régulièrement dans la rue des idées subversives et défendent les actes qui les accompagnent, et de possibles complices, ou doit-on désormais se résigner au seul gouffre du virtuel, aux assemblées infestées de politiciens, aux journalistes *embedded* et aux cortèges de tête des manifestations de gôche, encadrés d'uniformes équipés de pied en cap ? Face aux avancées de la domination, il est toujours possible d'agir, en réinventant ou redécouvrant sans cesse des manières plus *agiles*, comme les manifestations sauvages émeutières, plus décentralisées et mobiles l'ont montré dernièrement pendant le «mouvement» contre la loi *Travail* ! et suite au viol de Théo par des flics. Sans compter toutes les belles promenades sous la lune, promises à celles et ceux qui ne se résignent pas à la passivité, aujourd'hui comme hier. C'est notamment en repensant le jeu intime entre idée et action, que chacun.e pourra imaginer de nouvelles possibilités pour expérimenter des chemins qui ne dépendent ni d'autres que soi ni du calendrier de l'ennemi, c'est-à-dire réélaborer une projectualité autonome visant à saper l'existant sans représentation.

Dans les temps difficiles qui s'annoncent pour tous les *indésirables* (qu'on regarde ne serait-ce que le sort réservé aujourd'hui aux migrants, les trains de mesures passées au nom de l'anti-«terrorisme» ou la construction annoncée de 33 nouvelles prisons), les expériences récentes de luttes autonomes menées par des anti-autoritaires sont précieuses, qu'il s'agisse de luttes spécifiques contre une structure ou une nuisance, ou de luttes intermédiaires contre un aspect particulier de la domination qui touche à tous les autres. Si rien ne dit qu'elles puissent être reproduites à l'identique, elles restent en tout cas comme autant de petits points de repères sur la carte de la guerre sociale, en terme de méthode (auto-organisation, informalité, action directe, conflictualité permanente) comme de cohérence entre les moyens et la fin, contre l'isolement et la dictature du nombre.

Des sabots en goguette
juillet 2017

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

I. De la lutte contre les rafles... aux révoltes contre les centres de rétention (2006-2008)

- La démocratie rend libre... alors déchaînons-nous ! 23
- Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés/1 24
- De jour en jour 26
- Révolte des retenus 28
 au centre de rétention de Vincennes
- Histoire de perquisitions 29
 puis d'une tentative d'expulsion
- Rafle dans nos quartiers 33
- Jusqu'à quand ? 35
- Le cœur à l'ouvrage 37
- Chronique ordinaire de la guerre aux immigrés/2 39
- Rafles dans les transports 41
- Luttés dans le centre de rétention de Vincennes 43
- Arrestations dans le 94 pour un fumigène... 45
- La chasse aux indésirables reste ouverte 48
- Noël en rétention, Pâques en prison 50
- En attendant mieux... 54
- Résistance aux rafles à Montreuil 55
- Brisons la routine macabre de la machine à expulser 57
- Fragments de lutte/1 59
- L'incendie du centre de rétention de Vincennes 69
 vu de l'intérieur

• A Fresnes comme ailleurs, solidarité	74
• Pourquoi nous voulons la destruction des centres de rétention	76
• Beau comme des centres de rétention qui flambent	78
• Manifestation contre la réouverture de Vincennes	80
• Beau comme des centres qui continuent à flamber	81
• Les feux de la révolte	83

II. Redéfinir les perspectives

• Toucher au cœur <i>A propos des rackets sur les immigrés</i>	89
• Feu à toutes les prisons	102
• Aux insoumis de la pacification sociale	107

III. Au-delà de l'ombre des murs (2009-2011)

• Les charognards de la misère	113
• La grande loterie des camps	118
• Quand la Croix-Rouge part en croisade...	126
• Pour des cendres de rétention	130
• Calais, comme un centre de rétention... (qui ne brûle même pas)	131
• Sublimons les frontières ?	135
• Fragments de lutte/2	138
• Vincennes, de l'incendie à la solidarité ?	145

• Dans la jungle de ce monde	149
• A chacun le sien	153
• Quelques vautours de la machine à expulser	161
• Brûlons les frontières !	162
• Fragments de lutte/3	167
• Sabotons la machine à expulser	173
• Manifestation à Marseille	175
• Verdict au lance-Flam	176
• Des braises couvent encore	177
• Quelques notes autour du procès des inculpés de Vincennes	179
• La grève sans fin des « travailleurs sans papiers »	186
• Fragments de lutte/4	205
• Sans taf ou sans pap, combattons l'exploitation !	221
• Quand les croisés voient rouge, ils balancent	225
• La peste et le choléra	227
• A deux pas	230
• Air France collabore aux expulsions	233
• A propos de la lutte des sans-papiers tunisiens	236
• Les Tunisiens, Delanoë les préfère morts, riches ou expulsés	241
• Oui, pourquoi pas ?	244

IV. Quand la Section Anti-Terroriste s'en mêle

• Liberté pour tous, avec ou sans papiers	250
• Deuxième vague de perquisitions	254
• « <i>Nous ne sommes pas en prison pour des tags...</i> »	255
• Quelle liberté ?	258
• « <i>Jeter de l'essence sur le feu...</i> »	260

• Pour que crève le vieux monde, semaine de solidarité et de luttes	264
• Derniers échos de lutte/5	268

V. Quelques réflexions supplémentaires

• Expériences de lutte contre la machine à expulser à Paris	277
• Un 2e procès de la lutte contre la machine à expulser	291
• Retour sur une expérience de lutte...	293
<i>Annexe : la machine à expulser avant 2006</i>	299
<i>Sources et bibliographie</i>	316



DÉJÀ PARUS :

Petite collection italienne

- *Negrisme & Tute bianca : une contre-révolution de gauche*, août 2004, 36 p. (brochure)
- *A couteaux tirés avec l'Existant, ses défenseurs et ses faux critiques* & autres textes, co-édité avec Typemachine (Gand), octobre 2007, 112 p.
- *Le diable au corps*, recueil d'articles de la revue Diavolo in corpo (1999-2000), novembre 2010, 102 p.
- *Incognito*, Expériences qui défient l'identification, co-édité avec Nux-vomica (Alès), décembre 2011, 120 p.

Le fil noir de l'histoire

- Belgrado Pedrini, *Nous fûmes les rebelles, nous fûmes les brigands...*, (2005), nouvelle édition août 2011, 148 p.
- *Vivre vite de l'autre côté du Mur (Punks et anarchistes en ex-Allemagne de l'Est)*, novembre 2012, 114 p.
- Mila Cotlenko, *Maria Nikiforova. La révolution sans attendre*, septembre 2014, 146 p.
- *Vive la révolution, à bas la démocratie ! Anarchistes de Russie dans l'insurrection de 1905. Récits, parcours et documents d'intransigeants.*, octobre 2016, 554 p.

Classiques de la subversion

- Joseph Déjacque, *Autour de La question révolutionnaire (1852-1861)*, janvier 2011, 222 p.
- Albert Libertad, *Et que crève le vieux monde ! (1897-1908)*, novembre 2013, 276 p.
- Zo d'Axa, *De Mazas à Jérusalem*, co-édité avec Tumult (Bruxelles), mars 2015, 224 p.

A couteaux tirés

- *Recueil de textes argentins (2001-2003)*, novembre 2003, 48 p. (brochure)
- *Les Indésirables I. La lutte contre le centre de rétention à Lecce (2001-2010)*, mai 2011, 220 p.
- *Fukushima paradise. Pour une critique radicale du nucléaire (2005-2011)*, co-édité avec La Canaille (Paris), janvier 2012, 228 p.
- *La canaille à Golfech. Fragments d'une lutte antinucléaire (1977-1984)*, mars 2013, 168 p.